



Journal Homepage: [-www.journalijar.com](http://www.journalijar.com)

INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)

Article DOI:10.21474/IJAR01/13805
DOI URL: <http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/13805>



RESEARCH ARTICLE

ESTHETIQUE ET ENJEUX DU DISCOURS D'AUTORITE DANS *REPUBLIQUE A VENDRE* D'ISAAC TEDAMBE

Emmanuel Kalpet¹, Éric Kokinague² and Robert Mamadi³

1. Assistant D'universite Al'école Normale Supérieure de Bongor, au Tchad.
2. Assistant Affilié Al'université de N'Djaména, Au Tchad.
3. Maître-Assistant Al'université Adam Barka d'Abéché, Au Tchad.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 29 September 2021

Final Accepted: 31 October 2021

Published: November 2021

Key words:-

Aesthetics, Stake, Authority,
Ideology

Abstract

Le but de cet article est de dégager l'esthétique et les enjeux du discours d'autorité dans *République à vendre* d'Isaac Tedambe. Il s'agit d'un discours conformiste. L'auteur met en exergue une joute oratoire à travers les caractéristiques du discours d'autorité telles que les arguments d'autorité, le style sublime, les figures de style, la subversion, la légitimation, la grandiloquence, la sublimation, l'impudence. Tout discours d'autorité a une finalité. S'aperçoivent dans ce roman des enjeux découlant de la rhétorique mise en œuvre pour ce faire. Nous notons entre autres, le verdict, la promesse et l'interdit. The goal of this article is to release the aesthetics and the stakes of the speech of authority in *République à vendre* by Isaac Tedambe. It is about a dimension of conformist speech. The Writer puts forward a verbal sparring match through the characteristics of the speech of authority such as the arguments of authority, the style sublimates, the stylistic devices, subversion, legitimation, the grandiloquence, sublimation, impudence. Any speech of authority has finality. Is perceived in this novel some stakes which rise from the rhetoric implemented with this intention. We list the verdict, the promise and the interdict.

Copy Right, IJAR, 2021,. All rights reserved.

Introduction:-

L'œuvre littéraire, quelle que soit sa forme d'écriture, décrit les événements dans lesquels l'homme est impliqué. Dans un contexte social où les droits humains sont foulés aux pieds pour des raisons diverses, la préservation de la dignité humaine apparaît comme un impératif en littérature. C'est ainsi que l'œuvre prend appui sur le pouvoir de la vraisemblance pour lever le voile sur les dérives des gouvernants et des gouvernés. Ceci revient à dire que la littérature assume le pouvoir de dénoncer le pouvoir, c'est-à-dire juger les hommes et les institutions. Elle entretient donc un rapport étroit avec la notion d'autorité. Evoluant dans cette optique, Isaac Tedambe ne déroge pas à la règle de l'art. *République à vendre* (2002) est un roman évocateur et subversif qui fascine par la prouesse technique de son auteur. Il retrace une histoire sociopolitique de la république imaginaire de Bec-De-Canard. Le romancier tchadien propose une grande photographie d'une jeune république au sein de laquelle les autorités règnent en maîtres absolus, contraignant la population à courber l'échine.

Corresponding Author:- Robert Mamadi

Address:- Maître-Assistant a l'Université Adam Barka D'abeche, Tchad.

En problématique, nous voulons dire qu'en racontant les périples des personnages appartenant à un cadre diégétique marqué du sceau de la turbulence, de traumatisme et d'emprisonnement, comment Isaac Tedambe, par le biais de son narrateur, met en exergue le discours d'autorité dans une perspective subversive ? Nous supposons que de ce fait, s'appréhende dans ce roman une esthétisation du discours d'autorité dont les enjeux sont prépondérants. Vu que le discours d'autorité se perçoit comme un mode d'intervention dans l'espace public qui a pour objectif d'influencer les opinions et les choix relatifs à la vie de la cité dans le domaine déterminé par la politique, celui-ci « se caractérise le plus souvent par un style autoritaire » comme le dit Pierre Fontanier [6], dans la mesure où il est généralement tenu par une personne investie d'un pouvoir politique jouant un rôle important au sein de l'opinion publique.

Pour confirmer cette hypothèse, la présente réflexion s'appuie sur l'analyse du discours de Dominique Maingueneau et l'approche idéologique de Philippe Hamon. Très souvent, ce type de discours est un discours de légitimation, un discours idéologique qui fait preuve de force et d'influence puisqu'il s'agit d'affirmer la notoriété de l'État. Les travaux de ces théoriciens du discours nous permettront de parler d'une part de l'esthétique du discours d'autorité et d'autre part de ses enjeux.

L'Esthétique du discours d'autorité

Le discours d'autorité, loin du discours de l'autorité ou du discours autoritaire, est un discours par lequel une entité ou une personne investie d'un pouvoir (politique, traditionnel ou religieux) agit de manière à influencer ou à dominer ses interlocuteurs. Les éléments caractéristiques de l'esthétique du discours d'autorité que nous étudions sont la grandiloquence, le recours au registre pathétique et l'usage de la rhétorique tenant lieu de la légitimation du discours.

La grandiloquence

La grandiloquence est un abus des grands mots, un style pompeux et emphatique. En fait, le discours grandiloquent marque le caractère autoritaire de la personne investie d'un pouvoir parce que tout pouvoir symbolise la force. Il doit obéir aux exigences autoritaires et refléter l'image de l'autorité qui parle. Pour influencer l'auditoire, l'orateur doit réunir les éléments discursifs susceptibles de convaincre et de légitimer sa personnalité, car il représente l'État, le pouvoir. Alors, il doit disposer des arguments valides qui produisent des effets conséquents sur lui d'une part, et affirmer son autorité pour inspirer confiance d'autre part. La figure de l'orateur, sa manière de prendre la parole, les ressources rhétoriques, stylistiques ou génériques qu'il déploie lui permettent d'imposer un ton inséparable des contenus discursifs. Ainsi, le ton, le débit, la voix, les mots, les tournures, les vocabulaires, le lieu, la position, les gestes, la tenue vestimentaire, la canne etc. doivent être bien choisis. Tedambedit à la page 40 et 41 de République à vendre:

Désormais, lui Mazout, fils d'un paysan obscur, prenait la place des blancs à la tête d'une unité administrative. Il accédait ainsi à un poste qu'il convoitait depuis des années, et pour lequel il avait consacré toute sa vie ; dès le lendemain, il se hissa haut sur le fauteuil que la veille encore, il n'avait pas le droit d'approcher. De cette tour d'ivoire, il commença à donner des ordres à cent lieues à la ronde [1].

Le lieu se conçoit comme symbole du pouvoir et de l'autorité de l'État. Dans cet endroit, il peut y avoir des symboles qui incarnent la présence de l'État, notamment les couleurs, les monuments, les emblèmes, l'effigie, le lieu, la présence des forces de l'ordre etc. et qui sont susceptibles d'imposer le respect scrupuleux de l'autorité de l'État. C'est en cela que le discours d'autorité est à tout égard inféodé à son milieu, lequel est hautement idéologique. Ce faisant, la grandiloquence rehausse le niveau du discours et lui donne en même temps le caractère officiel. Au cours de son discours, l'autorité impose aussi bien l'éloquence que l'élégance. Fort de son autorité, l'État est une institution bien puissante qui s'impose aux citoyens à travers ses lois et sa vision politique. En vertu de cela, son représentant est supposé développer des stratégies de persuasion lui permettant de justifier la notoriété de l'État. C'est pourquoi la parole de l'autorité est censée produire des effets immédiats sur ceux qui la reçoivent. De ce qui précède, le discours d'autorité emprunte le registre pathétique, car c'est une parole qui fait foi et qui a la force susceptible de changer le cours des événements. C'est un processus de reconstruction du monde par le biais de la parole afin de réinventer ce que nous pouvons appeler : « l'argument du bâton ». Ce processus de manipulation qui repose sur la parole détournée est ainsi expliqué par Jésus Camarero à la page 72 de « La théorie de l'autobiographie de Georges Gusdorf »:

C'est à partir de l'avènement de la parole et par son ministère que l'homme a d'abord accédé à la vérité. Mais l'univers de la parole est flou, évanescent, sujet à l'usure et à la corrosion de l'oubli. L'écriture, technique de

fixation du langage, retient au passage la pensée ; elle affirme l'identité de l'homme et la constitution du monde, dont elle autorise la manipulation abstraite par le moyen du discours de la raison et de la science. [2]. La grandiloquence marque également l'hégémonie ou la suprématie de l'autorité sur ses administrés. Cette posture discursive témoigne l'ascension de la personne investie du pouvoir. Il s'agit à cet effet, de la parole-acte, celle dont le pouvoir rénove les choses, transforme les idées, rassure l'opinion publique et garantit la sécurité. C'est une parole dont la force opère le miracle en matière de changement de comportement des citoyens. Puisque ce discours incarne la parole du pouvoir, il a une portée mirobolante sur toute la société. Ce qui donne le poids au discours grandiloquent, c'est que l'on profite de cet art de la parole pour dire un mensonge savamment camouflé. À cet effet, le public est saoulé par ce discours pompeux basé sur des belles tournures, des mots savants et la manière d'haranguer la foule. Se mettant dans la peau du poète ou du romancier, ces hommes politiques essaient de maîtriser la rhétorique, condition sine qua non de tenir en haleine le public. In fine, la grandiloquence est l'une des caractéristiques du discours d'autorité puisqu'elle permet à l'autorité de s'affirmer plutôt que d'instruire. Elle impose cependant, quelques prédispositions qui définissent le charisme et le statut des hommes politiques : la disposition du corps, de l'esprit, la manière d'être, la voix qui remue, rallie, rassemble, unit, séduit, un ton qui restaure l'autorité.

Le registre pathétique

Il n'est pas rare de constater dans *République à vendre* que le narrateur recourt volontiers au ton pathétique, souvent de manière excessive pour narrer les événements. En effet, Isaac Tedambe part de l'imaginaire pour « accoucher » une société dont les conditions de vie peu stables provoquent la tristesse et la profonde compassion chez le lecteur. Tout porte à croire que la vraisemblance de ces événements est un signe de temps par leur caractère apocalyptique qu'on peut lire à la page 21 de *République à vendre*: « Pallaye en était à ces réflexions quand, venant du dehors, des cris lui rappelèrent que, pour ses geôliers, la vie d'un homme n'était pas différente de celle d'un mouton ; et qu'à tout moment, une balle, ou la simple soif, pouvait y mettre fin, pour peu qu'il cessât d'avoir la volonté de vivre » [1]. L'espace romanesque d'Isaac Tedambe est teinté d'histoires déshumanisantes dont la description ne laisse pas le lecteur indifférent. Dans une rhétorique hautement engagée, le romancier dresse un tableau assez sombre inhérent à la vision politique dont sont victimes les peuples. Il décrit des comportements ou la méchanceté des hommes à travers un style grandiloquent où, l'esthétique, le sublime et le pathétique se mêlent. *République à vendre* est une œuvre artistique à travers laquelle, on essaie d'atténuer la gravité des événements de par certaines techniques d'écriture. Toutefois, le caractère dramatique des récits reste le même comme on peut le lire à la page 20 de *République à vendre*: « Tout autour de lui, des excréments, à l'état liquide, formaient une bouillie qui coulait jusque sous ses pieds. A chaque minute, le niveau du liquide montait, sous l'effet conjugué du sang, de la sueur et des urines » [1].

À travers ce témoignage, le locuteur atteste le caractère inhumain dont les hommes politiques font montre à l'égard de leurs concitoyens. Cette criminalité qui se développe à dessein, prouve que le monde est absurde. Ce non-sens de la vie est dû au fait que les dirigeants politiques réservent un traitement humiliant aux êtres humains dont ils ont la charge. Pour peu qu'on lève le doigt pour contester la politique du pouvoir, on fait l'objet d'un traitement bien souvent peu orthodoxe. Dans le corpus, Pallaye est jeté en prison parce qu'il surpris assis lors du passage de Mazout. Au regard de ce traitement d'un autre âge, le lecteur se révolte, s'insurge contre les commanditaires de ces actes. Au moment de la lecture, le lecteur pourrait facilement s'identifier à tel ou tel personnage. Se mettant dans la peau de ces personnages, l'on vit directement cette même cruauté. D'où l'esprit revanchard du côté du lecteur. Le registre pathétique si expressif dans ce roman est idéologiquement très significatif. En effet, *République à vendre* est une entreprise de dénonciation des systèmes dictatoriaux mis en place par certains dirigeants. C'est en cela que se déploient, à cet effet, toutes les stratégies discursives pour tenir en haleine les lecteurs afin de les influencer par rapport à leur prise de position. Cette forme d'écriture, faut-il le dire, est un regard critique porté sur le fonctionnement de nos sociétés qui souffrent des démocraties bananières depuis les indépendances africaines jusqu'à nos jours. La prose romanesque de Tedambe s'accompagne dans ce contexte d'un projet implicite de témoignage qui serait certainement tributaire des mauvaises expériences vécues en tant qu'acteur et/ou témoin oculaire. Car, comme le fait remarquer Philippe Hamon à la page 11 de *Texte et idéologie*, « Signifier, nous le savons tous, c'est exclure, et inversement. Toute production de sens est exclusion, sélection, différence, opposition, toute marque est démarquage, et inversement, toute figure est présence et absence, tout posé suppose présupposés » [3]. Ainsi, à la lecture de *République à vendre*, il est tout à fait aisé, de se rendre à l'évidence que le narrateur, par le truchement des mots ou des procédés rhétoriques (ironie, métaphore, paradoxe, périphrase, hyperbole) laisse transparaître, à l'état manifeste, des intentions latentes assorties de l'imagination propre au genre romanesque selon Camarero à la page 65 de « La théorie de l'autobiographie de Georges Gusdorf »:

La parole proférée expose l'intimité humaine à l'inspection et au jugement d'autrui ; effusion de la pensée, le langage est la forme extériorisée de la pensée, qui, une fois émise, peut faire retour à son point de départ, devenant ainsi la conscience, parole intérieure, discours de l'homme à lui-même, débat de soi à soi, à la faveur duquel se noue le destin de l'individu. (...) L'écriture propose une seconde incarnation du souffle. (...) Empreinte de la parole dans l'espace du dehors, l'écriture n'est pas un simple vêtement du discours. Elle prend au piège la parole et lui confère un mode différent d'existence. » [2].

Tedambe est en désaccord avec la situation dégradante des peuples. C'est une prise de position idéologique par rapport aux politiciens. Par ces procédés d'écriture, le romancier tchadien joue le rôle de contrepoids vis-à-vis du pouvoir et semble assumer son rôle de contestataire. Au travers de son roman, il semble interpeller les lecteurs car un auteur s'adresse toujours à un public potentiel de son époque. Derrière son image d'auteur, il se positionne par rapport à ses convictions tout en cherchant à persuader ceux à qui il s'adresse. Le livre, écrit le critique Delormas et ses amis à la page 62 de *Se dire écrivain, Pratiques discursives de la mise en scène de soi*, « n'est pas un témoignage de l'époque mais une interrogation contemporaine. » [4]. Cette interrogation complexe fait place à tout ce avec quoi le lecteur se trouve confronté : les massacres du passé, du présent, l'horreur de la violence, du monde qui incarne le mal et l'incertitude du futur. À travers la peinture sombre du Bec-De-Canard, le romancier tchadien lève le voile sur les modes de vie calamiteux rendus possibles par la mal gouvernance des pays référentiels. En effet, il n'est pas rare de trouver dans le monde les peuples meurtris, abattus, tourmentés par les tristes sorts qu'on leur a imposés comme c'est le cas de Pallaye chez Tedambe comme décrit à la page 45 de *République à vendre* : « Le gendarme lui banda les yeux et le fit monter dans le véhicule. Après avoir roulé une heure, on le fit descendre et on le libéra, en lui ordonnant de jurer qu'il ne dirait jamais rien à personne de tout ce qu'il avait vécu » [1]. Toutes ces manœuvres politiques débouchent bien souvent sur des décisions musclées auxquelles, les citoyens doivent se soumettre ou légitimer le discours d'autorité sous peine de sanctions disciplinaires.

Légitimation du discours d'autorité

Les hautes autorités de l'État ont tendance à construire leur personnalité autour des grandes décisions qui tiennent lieu des lois. En effet, la légitimation du discours autoritaire est l'une des formes politiques qui participe d'une part, de la quête de légitimation et d'autre part, d'influencer les opinions publiques et donc la vie de la cité. Cet argument d'autorité se limite à la mise en valeur de la parole. À cet égard, il produit des effets immédiats et incontestables. La légitimation du discours autoritaire confère somme toute aux propos de l'autorité, une légitimité avérée. À cet argument, personne n'a le droit d'opposer une résistance quelle qu'en soit la raison. On lit cela à aux pages 80 et 81 de *République à vendre* : « Le sous-préfet décida de frapper un grand coup et d'aller droit au but. Il fit appeler tous les vieillards, ainsi que tous ceux qui pouvaient avoir une influence sur le père de Mélo. Il leur confia la lourde mission d'aller voir ce dernier et lui demander la main de sa fille ». Cette décision de l'autorité qui règne en maître suprême ne souffrira d'aucune résistance. Aussitôt dit, aussitôt fait à la même page de *République à vendre* : « Ce même jour, les vieillards reviennent avec de bonnes nouvelles. Le vieux paysan était ravi d'apprendre que sa fille est demandée en mariage par une personnalité aussi éminente » [1]. La légitimation du discours comprend l'ensemble des moyens verbaux qui participent de l'imposition d'une opinion aux administrés. Cela témoigne aussi bien de l'hégémonie de l'État que de l'irrévocabilité de ses décisions. Ce discours qui, en fait, est un argument d'autorité, est un discours à visée idéologique politiquement réfléchi et administrativement imposable. Pour les besoins de la cause, l'administration se voit obligée quelquefois de passer en force par rapport à ses prises de décisions. Il est hors de question de négocier avec les populations ou de prendre en compte leurs avis. Tout porte à croire que dans les affaires de l'État, il n'y a pas de complaisance. Pour des raisons d'utilité publique, l'État est susceptible de prendre des décisions qui s'imposent. À cet instant, quiconque tente de s'y opposer court des sanctions ou est passible de poursuites judiciaires. C'est la raison pour laquelle, on qualifie toujours l'État d'une institution forte. Quoiqu'il pèse sur la population comme l'épée de Damoclès, il apparaît toutefois comme un mal nécessaire. En ce sens, il assure et garantit la souveraineté du pays. La légitimation est fonction des projections politiques et du respect de l'ordre établi ou de la hiérarchie selon Tedambeau pages 41 et 42 de *République à vendre* :

Il instaura des contrôles partout : dans les écoles, au marché, et sur les routes. Prenant arrêté sur arrêté, il finit par arrêter toutes les activités. Les soirées dansantes et les veillées chantantes n'avaient plus droit de cité. Dès que la nuit tombait, le silence tombait aussi. Le nombre des gendarmes, qui veillaient au respect de ses ordres grimpa. Dans un premier temps, personne n'avait remarqué que leur nombre avait augmenté. Ensuite, par endroits, ils étaient souvent deux, trois et les becquois finirent par avoir l'impression que les gendarmes étaient plus nombreux que les habitants de la ville [1].

De ce qui précède, la légitimation est liée à l'autorité, au pouvoir de la personnalité qui parle. On ne conteste pas une autorité car elle est investie d'un pouvoir. Par voie de conséquence, elle peut prendre des décisions en vertu de son statut. Malheureusement, on remarque souvent que les décisions que l'on prend à l'égard des citoyens sont toujours de nature à les séquestrer. Ces lois restreignent leur liberté de sorte à provoquer des grincements de dents. Finalement, les populations ont peur de cette politique qui les opprime au lieu de les aménager. En fait, au nom du pouvoir qui leur a été conféré, les dirigeants prennent des actes raisonnablement inexplicables. De fait, ces décisions abracadabrantes importunent les populations et fragilisent davantage les rapports existant entre les gouvernants et leurs concitoyens. Tout porte à croire que les politiques sont toujours animés par la volonté d'intriguer les peuples avec des décisions insolites. Cette attitude scandalise considérablement les citoyens, eu égard au caractère fracassant des mesures prises. Néanmoins, l'autorité demeure un mystère de par ses comportements et son statut. À ce titre, l'on ne pourra jamais comprendre ses réactions ni connaître les motivations qui sous-tendent ses actes. Une autorité devient donc un être obscur, difficilement perceptible car elle n'agit pas comme un homme ordinaire. Elle est un être à part du point de vue de sa vision des choses. Somme toute, la notoriété d'une personnalité de l'État passe inévitablement par la légitimité de son discours. C'est un outil administratif par lequel, elle fait fonctionner son pouvoir et sa personnalité. En cela, le verdictif, le promissif et l'interdictif entrent également en droite ligne dans le fonctionnement de l'autorité de l'État.

Les enjeux du discours d'autorité

Tout discours d'autorité est conçu pour une finalité. Philippe Hamon de dire à la page 6 de *Texte et idéologie*: « Un texte, énoncé et énonciation confondus, est un produit ancré dans l'idéologique, qu'il ne se borne pas à être, mais qu'il sert à quelque chose » [3]. Ainsi, se perçoit dans le roman de Tedambe les enjeux qui découlent de la rhétorique mise en œuvre pour ce faire. Nous notons entre autres, le verdictif, le promissif et l'interdictif.

Les verdicts

Le verdict est une expression qui renvoie aux sentences ou aux jugements donnés par un tribunal. En effet, le verdict concerne toutes les mesures ou les actes pris par les autorités compétentes de la République. Ceci étant, les dirigeants politiques jouissent d'un pouvoir juridique leur permettant de prendre des mesures susceptibles de réguler la vie de leurs concitoyens. Cette légitimité incontestable leur permet d'agir en toute indépendance et ce, conformément aux lois en vigueur. Autant ils sont en fonction, autant ils sont couverts par leur immunité. Par voie de conséquence, toutes les décisions émanant de ceux-ci sont reçues comme des verdicts irréversibles. Tout contrevenant se verra mâté sévèrement par ceux qui sont chargés de veiller à l'application de ces verdicts à la page 40 et la suivante de République à vendre: « Dès le lendemain, il se hissa haut sur le fauteuil que la veille encore, il n'avait pas le droit d'approcher. De cette tour d'ivoire, il commença à donner des ordres à cent lieues à la ronde » [1].

Autant l'autorité jouit de ses prérogatives, autant ses verdicts sont juridiquement imposables. Le verdict contraint les citoyens au respect formel des sentences selon Tedambe aux pages 153-154 de République à vendre: « après consultation avec le jury composé des parents dont les filles étaient potentiellement violables, il fut décidé que Tchary soit condamnés à dix ans d'emprisonnement ferme, avec cinq cent mille francs d'amende » [1]. Ces genres de verdicts peuvent, pour Tedambe, surprendre le citoyen lambda mais il n'en demeure pas moins qu'ils soient des verdicts valables à l'immédiat. Cet état de chose, selon lui, provoque à tout moment l'indignation des justiciables qui n'ont que leurs yeux pour pleurer à la page 155 de République à vendre: « Prier le Bon Dieu pour ne pas être accusé d'atteinte à la sûreté de l'État. Dans de tels cas, on vous traite de violeur ou de pédophile, et il n'y aura plus d'avocat pour défendre votre cause » [1]. Le témoignage de cet actant est révélateur du caractère dictatorial que les jugements ou les verdicts prennent. C'est dire qu'il n'existe pas de voies de recours à travers lesquelles, les justiciables pourraient contester les décisions qui sont supposées injustes. Ainsi, les verdicts prennent une allure des paroles divines à la limite.

En tout état de cause, les citoyens sont censés se comporter de sorte à ne pas faire l'objet d'une poursuite judiciaire, moins encore d'être taxés de violeurs de lois. Cette inquiétude est exemplaire nous signifiant que ces verdicts sont plus qu'hermétiques pour ne pas dire draconiens vis-à-vis des peuples. Le verdict apparaît aussi comme l'expression de l'exercice du pouvoir. Dans la gestion de la cité et des affaires publiques, les autorités de la République sont présumées prendre des mesures et les faire appliquer pour le bon fonctionnement de leur société. Raison pour laquelle, il faut veiller au respect formel et scrupuleux des décisions car il y va des intérêts de la République. Il ressort de ce constat que l'autorité politique exerce toujours son pouvoir sur les citoyens de manière dogmatique de violente. Cela laisse imaginer que toute personne qui représente l'État symbolise la force et la

terreur. En évoquant avec insistance cet aspect, Isaac Tedambe dénonce cette forme de gouverner les citoyens qui ont eux aussi, une voix délibérative. À l'heure où le monde fonctionne sur des bases à visées modernisatrices, l'on doit donner au peuple la place qui est le sien. Il n'est plus souhaitable qu'à l'heure actuelle, les citoyens soient contraints à vivre tout le temps les émois sous prétexte d'une quelconque gouvernance. D'ailleurs, la bonne gouvernance qui constitue l'un des critères des pays modernes exige qu'on accorde une espace politique conséquent au peuple. Cela dans l'optique de lui permettre de se prononcer sur la vie de la nation d'autant plus qu'il en a le droit. Tel est le message que pourrait sous-tendre ce désaccord que ce romancier fait montre. Cette posture idéologique pourrait également, selon Maingueneau, être une interpellation de tous les dirigeants qui pensent que pour réussir leur politique, il faut séquestrer leurs peuples. Il le dit à la page 46 de *Les Termes clefs de l'analyse du discours*: « Toute énonciation, même sous sa forme écrite figée, est une réponse à quelque chose et est construite comme telle » [5].

En cela, le discours est orienté et se développe dans le temps en fonction d'un objectif. Puisqu'il est une forme d'action, le discours ne peut être gratuit. Pour illustrer le caractère illocutoire du discours, Fournier définit les figures du discours comme : « Les traits, les formes ou les tours plus ou moins heureux par lesquels le discours, dans l'expression des idées, des pensées ou des sentiments, s'éloignent plus ou moins de ce qui en eût été l'expression simple et commune » (Fournier, 1977, p.65). Il est toujours tenu par rapport à un objectif précis et pour un public donné. C'est pourquoi l'on pourrait dire qu'un discours pour être toujours d'actualité même pour une autre génération. C'est dire qu'il est un message de tout temps et de tout lieu selon sa consistance et le sujet qu'il aborde. En se focalisant sur République à vendre, l'on pourrait affirmer que ce sont les lois qui définissent idéologiquement la vision politique d'un État. C'est par le biais de ces lois, qu'il exerce une sorte de pression sur la population afin de confirmer son pouvoir et manipuler l'opinion publique à sa guise.

À cet effet, le sens et la validité des verdicts se situent dans les effets que les citoyens ressentent à la page 156 : « L'audience publique fut annulée pour laisser la place à un huis clos et la peine capitale fut requise contre Tchary » [1]. Au regard de ce constat, on a l'impression qu'il s'agit d'un pouvoir absolu détenu par un seul homme, selon la même page : « Mais au Grand Canard, il y avait un homme qui gouvernait et, lui seul, avait tous les pouvoirs ! Les trois pouvoirs n'étaient qu'une façade, les trois pierres sur lesquelles l'on pose la marmite pour cuire le paisible citoyen » [1]. Cette bétise judiciaire montre la défaillance de la justice. Cela traduit incontestablement l'inexistence des institutions de l'État qui se résument à un seul individu. C'est pour dire que plus on gouverne d'une main de fer, plus on fragilise les institutions mises en place dans la mesure où la dictature consiste toujours à ramener tous les pouvoirs à un seul individu. De ce fait, les décisions que l'on prend n'obéissent à aucun texte du pays. Ce sont souvent des mesures qui servent à assouvir les intérêts individuels et égoïstes de certaines classes.

Dans cette logique de torture physique et psychologique des paisibles citoyens, le gouvernement semble dénaturer les règles de l'art. Celles qui voudraient qu'un État symbolise plutôt la quiétude et la paix pour les peuples que d'être une image démoniaque qui les hante quotidiennement. On pourrait beau appliquer les lois ou les verdicts mais tant que les peuples perdent confiance en leurs dirigeants, aucune prospérité n'est possible. Mais, les autorités sont amenées par moment à faire des promesses quand bien- même, non tenues dans la plupart des cas. C'est une manière de chercher l'accalmie pour un climat sociopolitique convenable.

Les promesses

Les discours de promesses ont toujours justifié les attitudes propres des hommes politiques. Cependant, il y a plusieurs types de promesses, notamment les promesses à visées électorales, les promesses liées au programme de société et des promesses fallacieuses ou démagogiques. Mais toujours est-il que cela constitue les moyens par lesquels, les responsables politiques arrivent à conquérir la confiance des citoyens et garantir leur popularité, comme on le lit à la page 81 : « Il avait promis à son beau-père, s'il daignait répondre favorablement et s'il acceptait de se convertir, un pèlerinage à la Mecque. Pour lui prouver, il lui fit parvenir une enveloppe contenant de l'argent, beaucoup d'argent » [1]. Ceci étant, par le biais des promesses, les politiques arrivent à assouvir leurs intérêts et rallier les populations à leur vision politique. Aussi, le promissif apparaît comme une récompense ou une reconnaissance que les politiciens expriment vis-à-vis de leur électorat ou leurs concitoyens. D'autant plus qu'on suppose que l'homme politique dépend entièrement de ses électeurs ou de ses administrés. De fait, faire des promesses à ses concitoyens c'est leur accorder une place de choix dans le programme politique du pouvoir. C'est une façon évidente de les intéresser et en retour, solliciter leur soutien car la crédibilité et le renouvellement de leurs mandats en dépend. Le soutien et l'estime des populations confèrent aux responsables politiques une légitimité inébranlable. Cela leur donne un poids politique incontestable sur le plan régional, national qu'international. Cet

appui non négligeable est toujours convoité par les politiciens. A cet effet, il leur faut un langage politique approprié et conséquent. Les promesses font nourrir l'espoir aux peuples, les rassure et les reconforte. Pour ce faire, elles ont des influences extraordinaires sur les populations. Pour peu qu'elles contribuent à changer positivement d'avis, les promesses demeurent les moyens efficaces qui permettent d'amadouer ou de soudoyer les hommes. Ceci parce que l'on tient toujours compte du fait de la crédibilité de ce qui sort de la bouche de l'autorité. C'est dire que la parole de l'autorité fait foi, d'où le « raisonnement par autorité ». En fait, nous pouvons affirmer que le comportement des sujets à l'égard d'un discours est fonction de l'autorité de son énonciateur, de la légitimité attachée au statut qu'on lui reconnaît à la page 81 : « Ce résultat n'était d'ailleurs pas surprenant, car le sous-préfet, fidèle à lui-même, n'avait pas gardé la bouche et les mains closes » [1]. Ainsi, le statut de l'énonciateur dans un discours joue un rôle catalyseur quant à sa réception. On parle de : « l'autorité citée », c'est-à-dire celle sur qui on s'appuie pour légitimer son propos. À ce titre, la grandeur de l'homme influe son interlocuteur dans la réception de ses idées dit Tadambe : « Jamais il n'avait imaginé qu'un homme, aussi puissant et aussi riche, qui n'était accessible que par les griots, et qui pouvait avoir toute femme, à tout moment, tombât amoureux d'une telle fille. Toutefois, chacun s'empressait de reconnaître que le pouvoir de l'écrivain met l'accent sur l'importance que l'on accorde à l'autorité politique qu'à ses propos. Cela signifie que l'autorité joue un rôle capital dans sa société. Par conséquent, ses comportements et ses propos doivent refléter son image d'autant plus que le bon fonctionnement de sa politique dépend de sa bonne conduite. A ce titre, l'on pourrait dire que ce romancier interpelle tacitement les dirigeants politiques à s'auto-évaluer pour le changement radical de leur vision politique et donc de leur idéologie qui ne cadre pas forcément avec les réalités de l'heure. Comme le souligne Jean-Paul Sartre à la page 25 de Qu'est-ce que la littérature ? : « L'écrivain est parleur : il désigne, démontre, refuse, interpelle, supplie, insulte, persuade, insinue » [7]. Dans cette logique, Isaac Tadambe se fait passer pour un éveillé de conscience, un homme de sa société et partant, de son époque. Cela témoigne véritablement son impartialité dès lors que sa critique va à l'endroit des politiciens et de la société.

Les interdits

La société humaine fonctionne toujours sur la base des règles normatives qui la régissent. Dès lors, il existe des interdits dont la violation constitue un sacrilège à réprimer. En fait, l'interdictif est une mesure conservatoire prise dans l'intention de préserver ou de garantir certains domaines de l'État. À cet effet, les interdits constituent aussi des lois taillées en bonne et due forme pour réglementer la vie de la société. Et donc, les personnes indiquées pour prendre ces décisions sont des autorités politiques et administratives. De ce fait, l'interdictif fonctionne au même titre que le verdictif, qui tous deux, sont des normes à obtempérer. Les contrevenants à ces mesures sont frappés conformément aux lois en vigueur. Ce faisant, l'interdictif dénote un caractère juridique et pénal. Il est le plus souvent pris pour harmoniser la vie des citoyens de manière à éviter le désordre. Il dénote également la bonne organisation de la société et le respect de la hiérarchie. À tort ou à raison, les interdits s'appliquent rigoureusement aux citoyens pour leur signifier les limites de leur liberté. C'est en sorte un garde-fou placé pour sauver et assurer la bonne marche de la société et des hommes. Ceci étant, ils sont fonction des caractéristiques sociétales et participent de la réglementation des conduites des membres d'une société. Ainsi, les interdits régissent aussi bien la société que les hommes. De ce fait, c'est l'obéissance à ces lois qui constitue la liberté d'un citoyen. Auquel cas, on court le risque de vivre des spectacles désolants comme à la page 78 : « L'un des gendarmes, plus zélé que les autres, découvrit un portrait du sous-préfet, légèrement couvert de poussière, dans la chambre de Tchary. Les gendarmes interprétèrent cette négligence juvénile comme un acte subversif. Pour cela, Tchary fut bel et bien bastonné » [1]. Que ce soit dans la tradition ou dans la société moderne, la violation des interdits provoque des conséquences immédiates. Ces malheureuses retombées sont toujours néfastes, voire fatales pour l'intéressé. À l'exemple du verdictif, l'interdictif traduit la mise en exergue efficiente du pouvoir de l'État. Il symbolise également la force de frappe de l'autorité qui ne peut pas lésiner sur les moyens qu'il faut pour faire respecter les lois. Il traduit enfin la domination de l'autorité sur les citoyens contraints à la soumission totale du pouvoir. En fait, l'autorité de l'État s'impose sur toute l'étendue de son territoire et ce, par le biais de ses lois. Lesquelles lois incarnent sa présence et son existence. Furent-elles bonnes ou mauvaises, les mesures prises par l'autorité ou une personnalité de la république s'imposent à tous les citoyens comme à la page 78 : « L'oncle de Tchary fut condamné à payer deux cent mille francs d'amende, non pas à cause de la carte, mais parce que son âne n'avait pas d'acte de naissance » [1]. Puisque la société des hommes doit être ordonnée, il lui faut absolument des normes pour son bon fonctionnement. C'est à ce prix que les humains pourraient se démarquer des animaux. Malheureusement, les interdits dont il est ici question, sont des mesures qui sont de nature purement dictatoriales. Cela dit, si les interdits sont des normes sociales, ils doivent aller dans le bien-être de la société. Et là, ils doivent répondre à la logique sociale pour laquelle ils ont été élaborés. Mais lorsque l'on fait des lois taillées sur mesure, c'est justement dans l'optique de répondre aux besoins d'un groupe très restreint. C'est dire que l'interdictif ne doit constituer un piège pour les populations. Ça ne devrait pas non plus être un moyen pour abuser des paisibles citoyens. Aussi drôle que

cela puisse paraître, les autorités prennent des mesures draconiennes à l'égard des populations sous prétexte des interdits. Or, la dignité humaine et la liberté des citoyens passent en premier quelle que soit la vision politique d'un gouvernement. Mais lorsqu'on bascule allègrement dans un esprit belliqueux en voulant asphyxier le peuple, ce n'est plus la gouvernance. Lorsque, au nom de l'exercice d'une fonction, on oblige tous les propriétaires d'animaux à faire délivrer des cartes d'identité à leurs bêtes, ça paraît plus que bizarre. Cette anecdote voudrait montrer le degré inacceptable sinon révoltant des dictatures dont sont victimes les peuples. Sinon comment comprendre qu'un État digne de ce nom puisse gérer les bêtes au même titre que les humains ? Tout cela est purement et simplement une stratégie d'harcèlement politique mise en place pour offusquer le peuple. Ce sont là, des comportements d'un autre âge que l'auteur de République à vendre semble dénoncer. À ce juste titre, il s'inscrit dans une perspective polémique qui le fait contester cette vision des choses. Cet appel à l'ordre entre en droite ligne dans la redéfinition de la vision politique des dirigeants qui abusent toujours de leur pouvoir. Autant le monde évolue, autant les esprits sont censés changer positivement. L'esprit moderne et le devoir de responsabilité doivent animer les uns et les autres à harmoniser les idées dans des intérêts communs. D'où la nouvelle politique que prônent les nouvelles élites africaines. Cette politique mettra au centre de ses préoccupations le respect des droits humains et le bien-être social de tous les peuples et ce, sans discrimination.

Il ressort que le discours de l'autorité exige assez de charisme d'une part, et d'autre part, il produit des enjeux considérables sur ceux pour qui il est tenu. L'autorité joue un rôle catalyseur dans l'exercice de sa fonction eu égard à son statut et à sa légitimité. Mais, certains de ses comportements la font basculer dans la terrible démagogie, malmenant les populations à volonté. Il faut aussi noter que tout pouvoir doit être exercé en tenant compte des horizons d'attentes des peuples, puisque ce sont eux qui confèrent tout pouvoir. Comme tel, l'autorité se doit de créer un climat de confiance et de sérénité entre ses administrés et lui de telle sorte à asseoir une société de paix où règnent la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

Conclusion:-

Il ressort de notre analyse portée sur l'esthétique et les enjeux du discours d'autorité dans République à vendre d'Isaac Tédambe que le romancier tchadien met en exergue les moyens linguistiques et esthétiques pour la valorisation d'un discours. Ainsi, il use des caractéristiques du discours d'autorité tels que les arguments d'autorité, le style sublime, les figures de style, la subversion, la légitimation, la grandiloquence, la sublimation, voire l'impudence. Considérant que tout discours vise un objectif, nous avons eu à déterminer les enjeux du discours de l'autorité dans ce roman. Ainsi se constate le discours de conviction à l'usage de désarmer et de prouver la notoriété de l'État. C'est ce qui justifie l'emploi de la grandiloquence et de la légitimation. Aussi, les tenants du pouvoir recourent-ils au discours persuasif pour marquer leur hégémonie et affirmer leur autorité vis-à-vis du peuple. À cela s'ajoute la légitimation qui dénote l'expression de force imposable aux administrés. En fin, la légitimation du discours des dirigeants politiques dans ce roman, passe par le verdictif, le promissif et l'interdictif qu'ils emploient comme moyen de pression et de répression vis-à-vis des concitoyens. Au total, cette analyse de l'esthétique et des enjeux du discours d'autorité nous a permis de nous rendre à l'évidence que la littérature est une institution qui assume le pouvoir de parler de la société et des autres institutions. De là, elle peut paraître thuriféraire et subversive selon les cas.

References:-

1. TEDAMBE, Isaac, République à vendre, Paris, L'Harmattan, 2002 ;
2. CAMARERO, Jésus, « La théorie de l'autobiographie de Georges Gusdorf », Cédille, n°4, 2008 ;
3. HAMON, Philippe, Texte et idéologie, Paris, Quadrige, 1997 ;
4. DELORMAS, P. et al, Se dire écrivain, Pratiques discursives de la mise en scène de soi, Limoges, Lambert Lucas, 2013 ;
5. MAINGUENEAU, Dominique, Les Termes clefs de l'analyse du discours, Paris, Seuil, 1996 ;
6. FONTANIER, Pierre, Les Figures du discours, Paris Flammarion, 1977 ;
7. SARTRE, Jean-Paul, Qu'est-ce que la littérature ?, Paris, Gallimard, 1948.